

Dettes des Etats: le contre la montre a commencé

 [lopinion.fr/edition/economie/dette-etats-contre-montre-a-commence-216760](https://www.lopinion.fr/edition/economie/dette-etats-contre-montre-a-commence-216760)

Raphaël Legendre, *L'Opinion*, 30 Avril 2020



Des centaines de milliards de dettes publiques vont devoir être absorbés par les marchés. Heureusement, la BCE est là

« Dieu merci, il y a la BCE ! », souffle-t-on dans les étages de la direction à Bercy.

Annoncer que l'Etat paiera pour la crise « quoi qu'il en coûte », c'est bien. Trouver l'argent, c'est mieux. Collectivement, plusieurs centaines de milliards d'euros vont devoir être levés d'ici la fin de l'année. Combien exactement ? Personne ne le sait tant que la crise ne sera pas terminée. Seule certitude, une course contre la montre a débuté entre les Etats.

A elle seule, la France a déjà passé son programme d'émission de 205 à 245 milliards d'euros. Un montant qui pourrait être appelé à augmenter, même si « à ce stade, ça tient », assure un membre du gouvernement. Pour autant, « les 245 milliards d'euros de dette française risquent de peser sur le marché, analyse Pierre Blandin, spécialiste des dettes souveraines chez Crédit Agricole CIB. La question qui se pose à Bercy, c'est comment faire face à cette augmentation pour en minimiser le coût ».

« Pour les Etats européens, le calendrier est serré. Ils devront émettre des montants considérables de dette entre mai et décembre, alors que l'incertitude liée aux conséquences du Covid-19 reste très importante », ajoute François Cabau, chef économiste France de Barclays. Or, la France n'a promulgué son dernier collectif budgétaire que samedi dernier. « Commencer en mai représente une grosse différence par rapport à janvier », estime-t-il.

Levée espagnole. Les Espagnols ont été les premiers à réagir. Il y a trois semaines, Madrid a décroché son téléphone pour contacter les banques spécialistes en valeurs du Trésor. « Ils nous ont dit que les conséquences de la crise seront extrêmement importantes mais qu'ils n'étaient pas encore en mesure de les chiffrer, raconte Frédéric Gabizon, responsable marchés primaires obligataire HSBC France. Le message a été bien reçu par les marchés : l'Espagne a pu lever 10 milliards d'euros à sept ans pour une demande de 50 milliards des marchés. Des montants totalement inhabituels.»

Le succès de l'opération en a appelé d'autres. La Belgique, le Portugal, la Grèce, l'Irlande, l'Autriche ou bien encore la Slovénie (qui avait pourtant quasiment clôturé son exercice 2020), ont vite emboîté le pas de l'Espagne pour se constituer un matelas de trésorerie en prévisions de jours compliqués.

Pour l'heure, les marchés ont répondu présent. « La semaine dernière, l'Espagne a de nouveau levé 15 milliards d'euros à 10 ans avec un carnet d'ordre historique de 96,5 milliards d'euros. Du jamais vu sur une seule tranche », souligne Frédéric Gabizon.

Et la France ? L'Agence France Trésor doit encore préciser son mode opératoire. Son directeur, Anthony Requin, sera auditionné le 13 mai à la commission des finances de l'Assemblée nationale. En attendant, Bercy assure ne connaître aucune difficulté particulière. « Le marché ne pourra peut-être pas tout absorber, mais Dieu merci il y a la BCE », glisse un haut responsable. Le programme de rachat de plus de 1 000 milliards d'euros de la Banque centrale européenne a en effet calmé les tensions du marché. Résultat, « la pression n'est pas tant sur les Etats que sur la BCE », souligne un banquier spécialisé. La France peut dire merci à l'Europe.